

# ***Equateur: l'eau, une ressource commune à partager***

## **Un objet : l'eau dans les systèmes irrigués**

La réalisation d'une prise d'eau et de canaux principaux puis secondaires permet à certains groupes sociaux d'accéder à une ressource : l'eau d'irrigation. Celle-ci alimente un système irrigué défini par Sabatier, Ruf et Le Goulven (1991)<sup>1</sup> comme « une situation particulière où l'artificialisation du milieu permet de diminuer fortement les risques climatiques ». L'eau permet donc de sécuriser les cultures, de les intensifier et éventuellement de réaliser deux saisons culturales au lieu d'une seule.

Dans la plupart des cas ici étudiés, il s'agit de systèmes irrigués anciens dont la construction a été impulsée, dans le cadre de relations socio-économiques pré-capitalistes, par une autorité sociale aménagiste (Sabatier, Ruf et Le Goulven, 1991). Depuis la création de ces réseaux, l'accès à l'eau a souvent été revendiqué par des groupes sociaux différents : fondateurs des canaux, communautés paysannes qui ont apporté leur force de travail lors de la réalisation des travaux, propriétaires terriens qui ont des besoins importants et sont proches des autorités publiques, etc. Ces réseaux ouvrent l'accès à un certain volume d'eau : il s'agit non seulement de partager une ressource limitée entre les usagers, mais aussi de définir qui sont les usagers qui peuvent légitimement accéder à cette ressource.

## **L'enjeu : quels modes de partage ? la négociation d'un tour d'eau**

Le "tour d'eau" correspond à un mode de partage de cette ressource. Il s'agit d'abord de délimiter le groupe des ayants droit. On peut ensuite agir sur différents facteurs :

- Le débit : selon les systèmes, il varie entre 1 et 50 litres par seconde, selon une étude réalisée dans les Andes équatoriennes en 1991,
- La durée d'irrigation d'un hectare : selon cette étude, elle varie de 2 à 48 heures,
- La fréquence d'irrigation, qui varie de une fois tous les 3 à 30 jours.

Il peut exister un tour d'eau organisé ou aucun tour d'eau, l'eau peut être répartie selon des horaires fixes (chaque usager sait qu'il reçoit de l'eau de telle heure à telle heure, tel jour) ou variables (chaque usager prend ce dont il a besoin puis laisse l'eau courir au bénéfice de l'usager suivant).

Il est important de considérer que des fréquences longues freinent l'intensification des cultures annuelles en été (mise en culture en saison sèche), que des débits trop faibles ne permettent pas toujours d'irriguer correctement, notamment les prairies, enfin qu'une durée courte d'irrigation oblige les irriguants à mobiliser de la main d'œuvre pour utiliser l'eau de façon optimale. D'une façon générale, l'irrigation avec de faibles débits et/ou une faible durée suppose de la part des irriguants la maîtrise de certaines techniques et savoir-faire.

<sup>1</sup> SABATIER J.L., RUF T., LE GOULVEN P. (1991), Dynamique des systèmes agraires irrigués anciens : représentations synchroniques et diachroniques. L'exemple d'Urcuqui en Equateur. In Les Cahiers de la Recherche Développement n°29, mars 1991, pp 30-44

## **L'eau, source de vie, de richesse, de conflits, de pouvoir : des enjeux directs et des enjeux collatéraux**

L'eau représente bien entendu un enjeu majeur comme source de vie et de richesse. L'accès à l'eau permet d'augmenter la production mais surtout de la sécuriser ce qui n'est pas le moindre des résultats: c'est un objectif majeur pour les paysans. Le mode de partage de l'eau est donc une source de conflits inépuisable et dans la seule province du Chimborazo, l'agence publique de l'eau a recensé 15 000 controverses pour 234 systèmes irrigués !

Les sources de conflit sont multiples (cf. la fiche spécifique). Les choses sont d'autant plus compliquées qu'à ces enjeux directs viennent s'ajouter des enjeux collatéraux, de l'ordre de la notabilité, du pouvoir, du capital social. En effet, l'eau a une telle importance que le contrôle des organisations mises en place pour la gérer constitue en soi un enjeu politique. Dès lors, les conflits d'ordre politique viennent fréquemment interférer dans les conflits sur l'eau.

Par exemple à Urcuqui, c'est le maintien d'un tour spécifique qui permet aux caciques (les descendants des chefs coutumiers en place lors de la construction des canaux.. il y a 500 ans!) d'exister en tant que catégorie sociale reconnue : ils ont perdu toutes prérogatives et pour eux, défendre le tour des caciques, c'est non seulement défendre un accès privilégié à l'eau mais c'est aussi défendre une identité et une existence sociale. Le contrôle de la junte de l'eau qui organise le "tour normal" est lui-même l'enjeu de concurrences entre des notables proches des propriétaires terriens et du centre d'approvisionnement agricole d'Urcuqui et un autre groupe de notables. Enfin, la négociation du tour d'eau est l'occasion pour des secteurs d'irrigation de composition ethnique différente de mesurer leurs poids respectifs. Les enjeux sont donc directs mais aussi collatéraux et les conflits concernent le mode de partage de l'eau mais nombre d'autres éléments viennent s'y ajouter en arrière plan.

### **Présence ou absence de controverse, évolution ou statu quo**

Le conflit peut être ouvert ou latent. Dans ce dernier cas, il existe des insatisfactions mais personne ne veut prendre l'initiative d'engager une renégociation du tour d'eau, le sujet étant trop sensible. Les usagers peuvent alors rester prisonniers d'un tour d'eau qui ne leur convient plus, dans un statu quo qu'ils préfèrent à une négociation source de conflits sociaux. Cependant, la pression croissante sur la ressource du fait de la poussée démographique crée une incitation forte à la sortie du statu quo.

### **Pour les Projets de développement : de l'aménagement à la médiation**

Les projets de développement se sont longtemps contentés d'aménager ou réhabiliter des systèmes irrigués, ceci d'autant plus que l'irrigation restait le domaine réservé des ingénieurs. Mais dès 1995, Thierry Ruf affirmait<sup>2</sup> qu'"en matière de réhabilitation de réseaux irrigués traditionnels, l'innovation consisterait à intervenir non pas seulement en aménagiste mais aussi en médiateur". Les exemples que nous avons étudié montrent que de plus en plus de projets, conduit notamment par des ONGs nationales ou étrangères, se sont engagés dans cette voie.

---

<sup>2</sup> RUF T. (1995), "Cinq siècles de conflits sur l'eau dans les andes équatoriennes : fondation de réseaux et partage de l'eau dans les andes équatoriennes", In Waast R., Chatelin Y., Bonneuil C. (Ed.), Les Sciences hors d'occident au XXIème siècle, nature et environnement, ORSTOM Editions, pp 195-221.

## Plusieurs cas étudiés

Les cas étudiés sont présentés de façon détaillée dans les fiches ci-jointes, mais le tableau ci-dessous permet de les situer les uns par rapport aux autres :

Contenu	Le porteur du projet	Lieu	Les parties en présence : la négociation est	La posture du projet
Renégociation d'un tour d'eau devenu obsolète	CICDA, (ONG française), projet RIEGUS	Urcuqui (province Imbabura)	Intra-villageoise	<b>Conciliateur</b>
Partage d'un débit redistribué du fait de la réalisation d'un aménagement	CESA, (ONG équatorienne) Projet IMANTAG	Imantag (province Imbabura)	Inter-communautaire (4 communautés) puis intracommunautaire	Partie prenante du conflit... puis <b>médiateur</b>
Partage de la "vieille eau" (débit auparavant accaparé à 90% par des propriétaires terriens)	IEDECA, (ONG équatorienne)	Cayambe (Province Imbabura)	Inter-communautaire (36 communautés et 6 haciendas) puis intracommunautaire	Appui à la lutte sociale puis <b>Médiateur</b>
Partage de la "nouvelle eau" : nouveau captage				
Réhabilitation et renégociation du tour d'eau du système irrigué de Yurac Yacu	CICDA-CEBYCAM (ONG française +ONG équatorienne) Projet PENIPE	La Matriz (Province du Chimborazo)	Inter-communautaire	<b>Conciliateur</b>
Réhabilitation et renégociation du tour d'eau du système irrigué de Batan Puela		Puela (Province du Chimborazo)		
Forum des ressources hydriques (processus de concertation comparable en terme d'échelle à celui sur le foncier rural au Mali)	CAMAREN comme tête de réseau (consortium d'ONGs, universités, agences de développement)	Tables rondes provinciales et nationale	Nationale	Animateur, <b>facilitateur</b>